

Le PIB ralentit mais le pouvoir d'achat des ménages accélère

Insee Première • n° 2053 • Mai 2025



En 2024, l'activité ralentit : le PIB (en volume, sans correction des jours ouvrés, cf. encadré) croît de 1,2 % en euros constants, après une croissance de +1,4 % en 2023. La croissance de l'économie française est surtout portée par le commerce extérieur, avec des exportations qui restent dynamiques et des importations en recul. La consommation des ménages accélère, dans un contexte de baisse de l'inflation. À l'inverse, les variations de stocks contribuent négativement à la croissance du PIB, à hauteur de -0,8 point, tandis que l'investissement se replie.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages augmente de 2,6 %, principalement porté par les prestations sociales, notamment les pensions de retraite, et dans une moindre mesure par les revenus d'activité. Le taux de marge des sociétés non financières reste supérieur à son niveau précédant la crise sanitaire. La capacité de financement de la Nation atteint 0,1 % du PIB en 2024 (soit 3,8 milliards d'euros) grâce à l'amélioration du solde des échanges extérieurs.

En 2024, le PIB croît de 1,2 % en euros constants, après une croissance de +1,4 % en 2023 ► **figure 1 ► encadré**. La production ralentit (+1,2 % après +2,0 % en 2023), de même que les consommations intermédiaires (+0,9 % après +1,9 %).

La production agricole se replie (-2,4 %), sous l'effet d'une chute des productions céréalières et viticoles en raison de conditions climatiques défavorables. La valeur ajoutée de la branche agricole se

replie de façon nettement plus marquée (-14,8 % en volume), les consommations intermédiaires de la branche étant par nature moins volatiles que sa production. Les mauvaises récoltes ont ainsi ôté 0,2 point de croissance en 2024.

La production industrielle ralentit nettement (+0,3 %, après +1,2 % en 2023) en lien avec la baisse de la production manufacturière (-0,9 %), pénalisée par une chute en matériels de transport (-6,0 %).

La production d'automobiles baisse fortement en 2024, en raison notamment de problèmes d'approvisionnement et de la transition vers l'électrique de plusieurs chaînes de production. À l'inverse, la production d'« autres produits manufacturés » rebondit (+1,0 %), portée par les industries chimiques et pharmaceutiques. Par ailleurs, la production en énergie augmente de nouveau, sous l'effet de la hausse de la production d'électricité des centrales nucléaires.

► 1. Le PIB et les opérations sur les biens et les services

Catégorie	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2024			
	2022	2023	2024	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en points)
Produit intérieur brut (PIB)	2,7	1,4	1,2	2 919,9	2,1	3,3	1,2
Importations	9,0	-0,3	-1,2	999,1	-1,1	-2,3	-0,4
Total des emplois finals	4,3	1,0	0,6	3 919,0	1,3	1,8	0,8
Consommation effective des ménages, dont :	3,2	0,7	1,1	2 051,8	2,2	3,3	0,8
Dépense de consommation des ménages	3,2	0,6	1,0	1 527,5	2,2	3,2	0,5
Consommation individualisable des administrations	2,7	0,9	1,3	456,5	2,2	3,6	0,2
Consommation collective des administrations publiques	2,6	2,3	1,6	249,5	1,6	3,3	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	-0,4	0,4	-1,1	645,2	1,1	0,0	-0,2
Entreprises non financières	1,7	2,4	-2,2	344,0	1,6	-0,6	-0,3
Ménages	-3,0	-8,0	-5,4	138,3	-0,2	-5,6	-0,3
Administrations publiques	0,2	5,5	4,8	127,0	1,2	6,1	0,2
Variation de stocks (contribution à la croissance)	0,5	-0,4	-0,8	-17,0	0,0	0,0	-0,8
Exportations	9,1	2,5	2,5	989,5	-0,9	1,6	0,9

Lecture : Le PIB augmente de 1,2 % en 2024 en volume et atteint 2 919,9 milliards d'euros.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2020.

La production se replie dans le secteur de la construction (-1,8 %), en particulier dans le bâtiment. La production de services marchands augmente de 2,1 % en 2024 (après +2,7 % en 2023). L'année 2024 est marquée par la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques : cet événement sportif d'ampleur a dynamisé la production d'« autres services aux ménages » (+4,2 %) notamment via la vente des billets aux spectateurs. La production de services d'information-communication est également soutenue par cet événement, via la diffusion des signaux internationaux de radio et de télévision, mais continue néanmoins à ralentir (+3,4 % après +5,9 %). La production en services d'hébergement-restauration ralentit également, tout comme la production de services de transport. Si ces secteurs ont pu ponctuellement bénéficier de la tenue des Jeux durant la fin de l'été, la saison touristique estivale est globalement terne [Biausque et al., 2024]. La production de services non marchands augmente de 1,4 %, quasiment comme l'année précédente (+1,5 %).

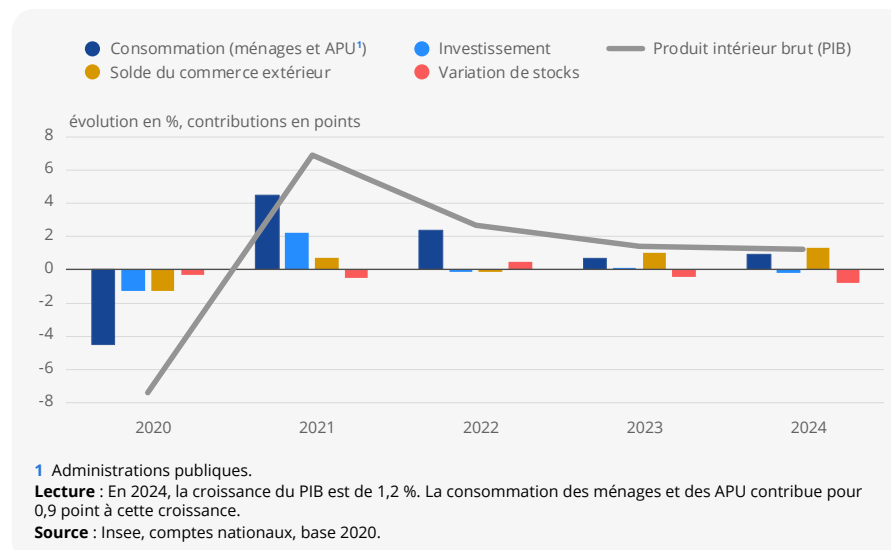
En ce qui concerne les composantes de la demande, la croissance est portée en 2024 par l'amélioration du solde extérieur (contribution de +1,3 point à la croissance du PIB), en partie compensée par un mouvement de déstockage (contribution de -0,8 point). La demande intérieure a contribué à hauteur de +0,7 point à la croissance, principalement en lien avec une hausse de la consommation des ménages et des administrations publiques ► **figure 2**.

La consommation des ménages accélère en volume

La consommation des ménages accélère en 2024, avec une augmentation de 1,0 % (en volume) après +0,6 % en 2023. La consommation en biens se replie de nouveau, mais moins fortement qu'en 2023 (-0,2 % après -1,7 %). Après deux années de net recul en lien avec l'inflation, la consommation en produits alimentaires (hors tabac) tend à se stabiliser (-0,3 %, après -3,0 % en 2022 et 2023). En 2024, les prix des produits alimentaires ralentissent nettement : +1,1 % après +11,6 %. Également très marquée par l'inflation, la consommation en biens énergétiques rebondit modérément en 2024, principalement du fait de la consommation en produits raffinés, dont les prix reculent légèrement en 2024. À l'inverse, la consommation de biens fabriqués marque le pas, pénalisée par un léger recul des achats de voitures après une forte hausse en 2023.

La consommation en services augmente de 2,2 % en 2024, soit un rythme proche de celui de l'année précédente (+2,6 %).

► 2. Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



Elle est dynamisée par les dépenses en « autres activités de services » (+8,0 %) dont les services de loisir, avec notamment les achats de billets pour les Jeux Olympiques et Paralympiques ainsi qu'une forte hausse de la consommation en jeux de hasard. À l'inverse, les dépenses en services de transport et en hébergement-restauration ralentissent. Enfin, les dépenses des touristes étrangers en France ont été plus dynamiques que celles des Français à l'étranger, probablement portées par la tenue des Jeux.

La consommation individualisable des administrations publiques accélère à +1,3 % en 2024, après +0,9 % en 2023. Les dépenses de soins de ville rebondissent en 2024, après s'être repliées les deux années précédentes du fait de la fin des dépenses exceptionnelles liées à la crise sanitaire. Les achats de médicaments restent par ailleurs très dynamiques. À l'inverse, la consommation en éducation se replie, dans le sillage de la baisse des effectifs scolaires.

L'investissement se replie

En 2024, l'investissement diminue de 1,1 % en volume, après +0,4 % en 2023. L'investissement des ménages est en net recul pour la troisième année consécutive (-5,4 %), entraîné par la baisse de l'investissement en construction et par celle des achats de biens immobiliers. L'investissement des entreprises non financières se contracte (-2,2 %), contraint notamment par le renchérissement du coût du crédit. L'investissement des entreprises non financières en biens d'équipement chute (-10,4 %), tout comme l'investissement en construction (-5,8 %). L'investissement en services marchands ralentit (+2,4 %).

En revanche, l'investissement public est de nouveau en hausse, progressant de 4,8 % en 2024, après +5,5 % en 2023. Il est porté par l'investissement des collectivités locales, en particulier des communes. Par ailleurs, après avoir chuté en 2022 (-12,7 %) et crû de +3,4 % en 2023, l'investissement des entreprises financières rebondit (+8,9 %). Il retrouve ainsi en 2024 un niveau proche de celui de 2021.

Au total, l'investissement en construction est en baisse de 1,5 % sur l'année. L'investissement en biens se replie de 2,9 %, pénalisé par la chute de l'investissement en biens d'équipement. En revanche, l'investissement en services d'information-communication augmente de +4,2 % après +6,0 % en 2023, notamment en services informatiques.

La balance commerciale de la France s'améliore nettement

En 2024, les exportations en volume restent dynamiques (+2,5 % comme en 2023), tandis que les importations se replient franchement (-1,2 %, après -0,3 % en 2023). De ce fait, les échanges extérieurs contribuent fortement à la croissance de l'activité en 2024, à hauteur de +1,3 point de PIB.

Cette amélioration provient à la fois de l'énergie, des biens et des services. Les importations énergétiques reculent, principalement en gaz et en pétrole brut. Les importations de biens fabriqués se replient (-2,3 %), en particulier les biens d'équipement et les voitures. Les exportations de biens fabriqués fléchissent de 0,1 %. Si les exportations de matériels de transport et de biens d'équipement reculent dans le sillage de la production, les exportations de produits agro-alimentaires, chimiques et pharmaceutiques sont dynamiques en 2024. Côté services, les exportations accélèrent

nettement (+4,1 %, après +0,1 % en 2023), portées par les services aux entreprises (+7,0 %), tandis que les importations marquent le pas (+0,4 % après +8,8 %), freinées par les services de transport (-5,2 %).

Les prix des exportations et des importations sont en baisse en 2024, du fait des prix de l'énergie. Les prix des importations (-1,1 %) reculent toutefois davantage que ceux des exportations (-0,9 %) : les termes de l'échange s'améliorent légèrement en 2024. Le commerce extérieur contribue ainsi à hauteur de +0,1 point au déflateur du PIB.

La balance commerciale de la France s'améliore finalement de 38,8 milliards d'euros (Md€). Le déficit s'établit à -9,6 Md€ en 2024, soit son niveau le moins élevé depuis 2016. Par rapport à la période d'avant-crise sanitaire et énergétique, le solde des échanges s'est dégradé pour l'énergie, mais nettement amélioré pour les services ► **figure 3**.

Le pouvoir d'achat accélère

En 2024, le revenu disponible brut (RDB) de l'ensemble des ménages progresse, de +4,8 % en euros courants, après +7,9 % en 2023. Dans le même temps, l'inflation se replie (+2,2 % après +7,0 %). Ainsi, le pouvoir d'achat du revenu disponible accélère : +2,6 %, après +0,8 % en 2023. Une fois ramené au niveau individuel et en tenant compte de l'évolution de la taille des ménages, le pouvoir d'achat par unité de consommation accélère sensiblement : +2,1 %, après +0,3 % en 2023 ► **figure 4**.

En 2024, le pouvoir d'achat est porté par l'ensemble des composantes du RDB, à l'exception des impôts courants. Les prestations en espèces deviennent, comme en 2020, le premier facteur de hausse en contribuant pour 2,2 points à la hausse du pouvoir d'achat, dont 1,8 point pour les prestations versées par les administrations publiques. Ce dynamisme repose largement sur les prestations retraite, qui augmentent de nouveau fortement [Guessé et al., 2025].

Les revenus d'activité nets contribuent pour 1,7 point à la hausse du pouvoir d'achat, devenant le deuxième facteur de hausse. Ils ralentissent (+2,8 %, après +5,1 % en 2023) sous l'effet conjoint de ralentissement de l'emploi et des évolutions salariales.

Les revenus du patrimoine contribuent pour 1,3 point à la hausse du pouvoir d'achat, malgré un ralentissement (+5,8 % après +15,9 %). En 2024, la hausse des revenus du patrimoine s'explique par les revenus d'investissement (assurance vie, revenus tirés d'organismes de placement collectif, etc.).

Les montants d'impôts collectés sur le revenu et le patrimoine augmentent de 2,7 %, après +2,2 % en 2023. Ils sont stimulés par le dynamisme des différentes composantes (salaires, retraite, patrimoine, etc.), principalement via la CSG.

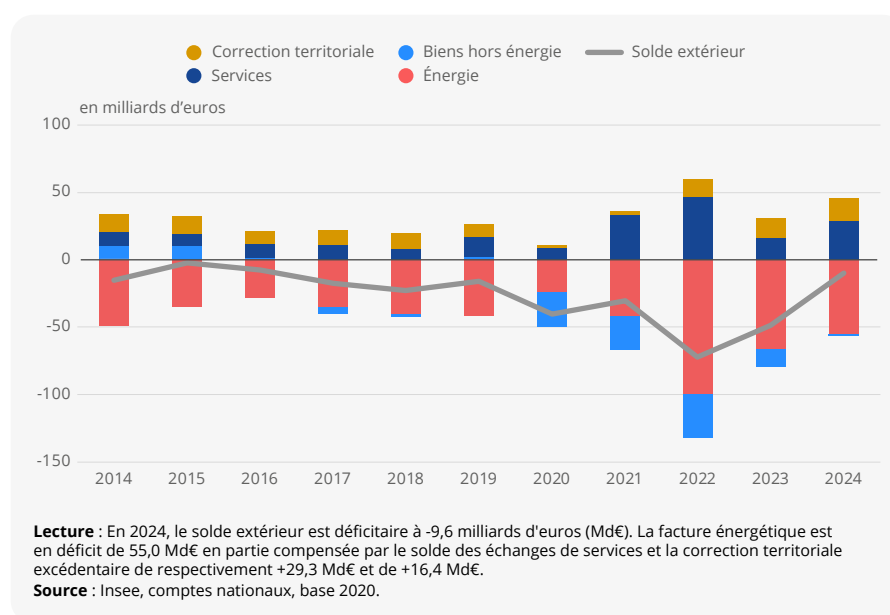
Les dépenses de consommation des ménages ralentissent en valeur (+3,2 % après +7,7 % en 2023) du fait du reflux de l'inflation. Ainsi, le taux d'épargne des ménages augmente à 18,2 %, après 17,0 %. S'il a baissé par rapport au pic de 2020 (20,4 %), il reste cependant à un niveau nettement plus élevé que sa moyenne entre 2009 et 2019 (14,7 %, [Insee, 2024]).

Avec des taux d'intérêt et des prix de l'immobilier à nouveau élevés en 2024, le

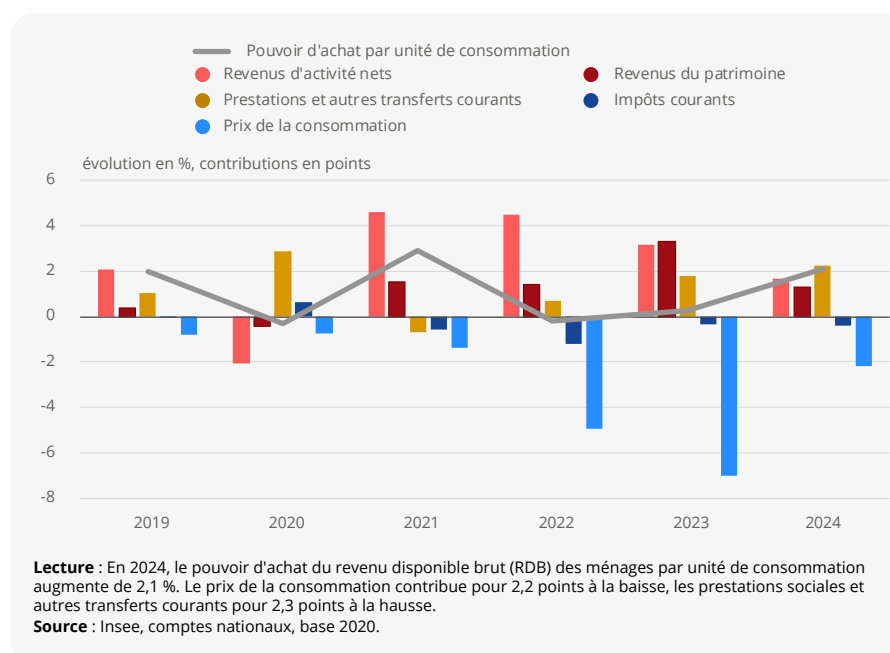
nombre de transactions immobilières chute fortement. Ainsi, l'investissement des ménages (hors entrepreneurs individuels) demeure en contraction en valeur : -5,6 % en 2024, après -5,7 %. Le taux d'épargne financière augmente plus fortement que le taux d'épargne, de +2,1 points, pour atteindre 9,0 %. L'épargne financière des ménages s'oriente vers les placements en assurance-vie.

Le RDB des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, le coût de certains biens et services est pour l'essentiel pris en charge par la collectivité : éducation, santé, aides au logement versées aux locataires, etc. En 2024, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, progresse un peu moins fortement que

► 3. Solde des échanges extérieurs depuis 2014



► 4. Pouvoir d'achat du RDB des ménages par unité de consommation



le RDB (+4,5 %) : notamment, les salaires des services publics individualisables, qui contribuent significativement au coût de ces services, augmentent moins fortement que le RDB.

Le taux de marge des sociétés non financières s'infléchit

En 2024, la valeur ajoutée (VA) des sociétés non financières (SNF) ralentit fortement en valeur (+2,2 %, après +8,5 % en 2023) principalement du fait du ralentissement des prix, et augmente de 31,9 Md€. La rémunération des salariés ralentit tout en restant dynamique, avec une hausse de 33,4 Md€ (après +48,9 Md€ en 2023) portée par les effets des revalorisations du SMIC en mai 2023 (effet année pleine) et de 2024. En outre, les impôts nets des subventions sur la production se replient (-2,6 Md€ après +2,0 Md€). Ainsi, l'excédent brut d'exploitation (EBE) est stable à 486,5 Md€ (+1,1 Md€, après +65,2 Md€ en 2023). Le taux de marge diminue de 0,6 point pour atteindre 32,2 %, après la hausse de 2023 (+2,0 points) ; il reste supérieur à son taux moyen d'avant crise (30,7 % en moyenne entre 2009 et 2019) ► **figure 5**.

Les intérêts reçus par les SNF marquent le pas nettement plus que ceux qu'elles versent (+9,5 Md€ contre +23,8 Md€). Le solde des bénéfices réinvestis (reçus nets des versés) se dégrade de 5,6 Md€, de même que celui des dividendes (-1,9 Md€). Ainsi, malgré des revenus d'investissement en hausse (+4,2 Md€), par exemple en provenance d'organismes de placement collectif (OPC), le solde des revenus de la propriété versés (nets des reçus) continue de progresser : +18,4 Md€, après +15,8 Md€ en 2023.

Avec un EBE stable, des impôts en légère hausse et des revenus de la propriété davantage déficitaires, l'épargne brute des SNF diminue de 22,8 Md€ en 2024, après une expansion de 51,0 Md€ en 2023. L'investissement se contracte légèrement : -2,3 Md€ après +19,3 Md€, principalement pénalisé par le BTP. Ainsi, le taux d'autofinancement des SNF perd 6,2 points (après +10,2 points en 2023) et atteint 93,2 %. Le comportement de déstockage s'accroît en 2024, -20,8 Md€ après -8,7 Md€ en 2023, notamment dans l'automobile. Ce déstockage atténue fortement la chute de l'épargne, si bien qu'au total, les SNF dégagent à nouveau une capacité de financement positive en 2024 : +37,3 Md€, après +35,0 Md€ en 2023. Cet excédent est mobilisé pour ralentir leur endettement bancaire.

► Encadré - Les révisions du PIB en volume et du pouvoir d'achat

La publication du compte provisoire de l'année 2024 s'accompagne de celle du compte définitif 2022 et du compte semi-définitif 2023, en base 2020, qui actualise les estimations précédentes (mai 2024). La croissance du PIB en 2022 est révisée à +2,7 % (+0,1 point), et la croissance de 2023 est révisée à +1,4 % (+0,5 point).

Pour l'année 2024, la croissance du PIB, corrigée de l'effet des jours ouvrables (CJO), avait été estimée à +1,1 % lors de la première estimation du premier trimestre 2025 (comptes trimestriels). Cette évolution n'est pas révisée lors de cette publication, même si sa composition est légèrement revue : la contribution du commerce extérieur est revue à la hausse (+1,3 point au lieu de +0,9 point) et celle des stocks à la baisse (-0,8 point au lieu de -0,5 point). L'effet des jours ouvrables est positif sur la croissance en 2024, la croissance non corrigée des jours ouvrés est donc de +1,2 %. Le déflateur du PIB est lui révisé de 0,2 point à la baisse (+2,3 % lors de la première estimation, contre +2,1 % dans le compte provisoire), de sorte que la croissance du PIB en valeur est révisée de -0,3 point à l'arrondi, à +3,2 % en données CJO au lieu de +3,5 %.

L'augmentation du revenu disponible brut des ménages est revue quant à elle à la hausse par rapport à la première estimation des comptes trimestriels sur le premier trimestre 2025 : +4,8 % au lieu de +4,5 %. L'évolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut est révisée à la hausse (+2,6 % au lieu de +2,5 %) et le taux d'épargne des ménages n'est pas révisé.

► 5. Principaux ratios des comptes des sociétés non financières et des ménages

	en %				
Catégorie	2020	2021	2022	2023	2024
Sociétés non financières					
Taux de marge	31,3	33,5	30,8	32,8	32,2
Taux d'autofinancement	88,3	100,9	89,2	99,4	93,2
Ménages					
Taux d'épargne	20,4	19,1	16,9	17,0	18,2
Taux d'épargne financière	10,4	7,6	5,6	6,9	9,0

Lecture : En 2024, le taux de marge des sociétés non financières s'établit à 32,2 % de leur valeur ajoutée.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2020.

L'activité des sociétés financières rebondit avec le reflux des taux d'intérêt

La VA des sociétés financières (SF) rebondit en 2024 sans effacer la contraction de 2023 : +8,0 % après -12,5 %. Ce rebond est largement imputable à l'expansion de la marge sur les taux d'intérêt, ie l'écart entre les taux prêteurs et les taux emprunteurs, et dans une moindre mesure aux activités d'assurance. Le solde des revenus de la propriété versés nets continue d'augmenter, +8,0 Md€ après +25,9 Md€ en 2023 : la hausse des soldes d'intérêts reçus (+6,5 Md€) et de dividendes reçus (+5,5 Md€) est plus que compensée par la hausse du solde versé des revenus d'investissements (assurance-vie et fonds d'investissement, +16,9 Md€). Ainsi, le besoin de financement des SF se maintient : 39,4 Md€ en 2024, après 38,3 Md€ en 2023. Il est pour deux tiers porté par les assurances et pour un tiers par la Banque de France, affectée par la hausse des taux.

Le besoin de financement de la Nation se résorbe

Alors que le solde des échanges extérieurs se redresse (à -9,6 Md€, après -48,4 Md€

en 2023), celui des flux monétaires (salaires des transfrontaliers, dividendes de filiales à l'étranger, etc.) atteint 13,4 Md€ en 2024, après 21,5 Md€ en 2023. La Nation reçoit 16,7 Md€ de revenus de la propriété (reçus nets des versés) après 32,0 Md€ en 2023. Ainsi, après un besoin de financement de 27,0 Md€ en 2023, la Nation est en légère capacité de financement de 3,8 Md€ en 2024, soit +0,1 % de PIB. ●

Jean-Cyprien Héam, Benjamin Quévat (Insee)

Retrouvez davantage de données associées à cette publication sur insee.fr

- Pour en savoir plus
- Guessé N., Delepine A., Orsatelli X., Barnabé R., Sirot G., Sirven L., « [Le compte des administrations publiques en 2024](#) », Insee Première n° 2054, mai 2025.
 - Insee, « [Les taux d'épargne des ménages européens ont augmenté depuis 2019 mais les facteurs ayant contribué à la hausse s'inverseraient partiellement en 2025](#) », Note de conjoncture, décembre 2024.
 - Biausque V., Bihi A., Druelle S., « [Les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 : une éclaircie dans une saison touristique particulièrement terne](#) », Insee Analyses Île-de-France n° 194, décembre 2024.

